

CTPM du 2 juillet 2007

Déclaration préalable de la FSU

10000 suppressions d'emplois dans l'éducation nationale au prochain budget ! C'est l'ordre de grandeur que vient d'annoncer le Ministre. Ces coupes budgétaires, d'une ampleur inégalée, sont une bien singulière façon d'afficher la priorité à l'éducation mais aussi de lancer des négociations sur les métiers.

Ces suppressions obéissent à une logique comptable à courte vue qui sacrifie l'avenir, compromet l'objectif d'assurer la réussite de tous et laisse présager un nouveau creusement des inégalités.

De telles suppressions entraîneront non seulement une dégradation des conditions d'accueil des élèves, d'enseignement et de travail à tous les niveaux du système éducatif, de nouvelles coupes dans les effectifs de certaines catégories professionnelles (personnels administratifs, sociaux...), mais surtout une réduction drastique de l'offre d'éducation touchant les élèves, et d'abord les plus défavorisés.

Cette mesure est d'autant plus inadmissible que les effectifs, à la rentrée 2008 augmenteront d'après les chiffres du ministère, de plus de 20000 élèves, premier et second degrés confondus.

Comment croire dans ces conditions à la volonté ministérielle en matière de soutien et d'aide aux enfants en difficulté, de Zone d'Education Prioritaire, de réussite de tous ?

Dans les écoles, où la hausse démographique est constante, une telle mesure, si elle était confirmée, poursuivrait la remise en cause de la scolarisation des élèves en maternelle, alourdirait les effectifs par classe, rendrait encore plus difficile la scolarisation des enfants en situation de handicap. Elle hypothèquerait toute possibilité d'amélioration et de transformation de l'Ecole.

Dans les collèges et lycées, le projet gouvernemental conduira à des suppressions de postes encore plus importantes à la rentrée 2008 qu'à la rentrée 2007, alors que la baisse des effectifs sera du même ordre. Cela signifie que de telles économies ne seront possibles qu'en amputant fortement l'offre d'enseignement (options, diversité des voies de formation, voire une diminution des horaires d'enseignement) et en augmentant la charge de travail des personnels, y compris par l'augmentation massive des heures supplémentaires.

Nous refusons par ailleurs toute logique qui conduit, face à ces amputations budgétaires, à confier une partie des enseignements ou l'aide scolaire aux élèves, à des personnels extérieurs à l'Education Nationale (disciplines artistiques, EPS, sport scolaire, soutien...).

Ce n'est donc pas la réussite de tous les élèves qui guide les choix gouvernementaux en matière de politique éducative, mais une logique comptable, entièrement orientée vers la réduction des coûts et la suppression de postes de fonctionnaires, au détriment de tous les élèves et du fonctionnement du système.

Alors que le Ministre annonce la mise en place de « négociations » sur le métier d'enseignant, la charge de travail et les rémunérations, ces suppressions brutales de postes augurent mal des intentions du gouvernement et hypothèquent sérieusement toutes discussions sur l'avenir du système éducatif et de ses personnels.

La FSU fera tout pour organiser la riposte la plus unitaire possible, à la hauteur des dégradations qu'un tel projet ne peut qu'engendrer.